

## PROFESSEUR

## «L'économie algérienne

A 70 ans, on ne peut pas dire que cet intellectuel algérien installé au Canada — «on m'a poussé hors du pays» — mâche ses mots quand il s'agit de décoder le management à l'américaine, le néolibéralisme dans sa phase financière et son hégémonie mondiale. Élégant dans son costume clair demi-saison — sans cravate —, le verbe concis et précis dénué de passion stérile, le professeur Omar Aktouf nous convie à le suivre (ce n'est pas de tout repos !) dans les méandres de sa thèse sur la post-mondialisation, le management et la rationalité économique ficelée dans une édition renouvelée de La stratégie de l'autruche paru en 2002 qui prévoyait entre autres la crise financière de 2008 avec le scandale des subprimes. Dans ce nouveau monde dominé par la finance, il peut paraître comme un épouvantail, au pire un agitateur subversif pour les lobbies d'argent. Bien sûr, les conclusions de ses recherches ne lui valent pas uniquement des ennemis, cela on le comprend aisément, mais aussi la reconnaissance d'observateurs crédibles comme l'ancien directeur général de l'Unesco, l'Espagnol Federico Mayor Zaragoza qui a préfacé son livre. Il dit à ce propos : «Nous avons besoin d'un tel travail qui nous fait saisir les raisons et conséquences de ce qu'on peut très justement dénommer — et les événements et scandale récents ne font que le confirmer — «une grave dérive de type business economics et étroitement financière de la noble et vénérable science économique.» Omar Aktouf sillonne la planète pour prêcher «sa» bonne parole. Entretien.

Le Soir d'Algérie : Depuis l'abandon de l'option socialiste, la mode est au libéralisme et aux lois du marché. Cet état d'esprit domine dans les investissements — publics ou privés au demeurant. Et pour mieux cristalliser cette approche, de plus en plus d'écoles supérieures et d'instituts de hautes études en management s'ouvrent. Cela ne va-t-il pas à l'encontre de vos mises en garde quant aux dangers de l'entrepreneuriat à l'américaine ?

Omar Aktouf : Dès l'indépendance, on a parlé de socialisme populaire, du moins dans le discours, suivi d'une période d'improvisation pour basculer ensuite dans le néolibéralisme sans avoir vraiment le choix.

Ce néolibéralisme n'est pas le libéralisme au sens anglophone qui est de la social-démocratie, c'est une usurpation linguistique. Sous le couvert de néolibéralisme, c'est l'ultralibéralisme qui fonctionne réellement, c'est-à-dire le «laisser-faire absolu et le marché va tout régler».

Cela s'est imposé avec la mondialisation, le FMI et les mesures d'ajustements structurels, la Banque mondiale et le consensus de Washington qui impose à tout pays demandant une aide financière ou d'entrer à l'OMC d'adopter les règles néolibérales.



Omar Aktouf.

Le capitalisme néolibéral a été présenté à la planète comme l'unique option. Et comme disait Margaret Thatcher : «There is no alternative.» C'est faux, car on peut rétorquer qu'il y en a au moins une demi-douzaine. Avec ce néolibéralisme, il y a un problème car l'entrepreneur est supposé vivre du profit de ce qu'il produit, ce qu'il met sur le marché. Or, de plus en plus, les entrepreneurs du néolibéralisme sont devenus des rentiers, dès lors qu'ils font la première accumulation du capital. En Algérie, on ne sait pas comment s'est faite cette accumulation : héritage familial ? Indemnités de la période du socialisme ? Peu importe. Très vite ce capitalisme se transforme en placements financiers et ses détenteurs vivent ainsi sur la rente et ne sont donc plus des entrepreneurs. De ce fait l'économie glisse très vite dans une situation où le taux de la rente dépasse le taux de biens et services qu'ils donnent à la société et les transforment en leviers de rente.

L'économie de marché après l'abandon du dirigisme d'Etat était-elle inévitable ?

Non pas du tout, mais c'est un choix imposé aux pays nouvellement indépendants, au tiers-monde, à l'Afrique, etc.

Il y a là un déséquilibre, c'est le cas pour IBM, General Motors, Chrysler, Peugeot et j'en passe, qui ont connu des phases de déchéance parce que ces entreprises se sont transformées en holdings financiers. Ce capitalisme devient rentier et provoque, par voie de conséquence, un enrichissement exponentiel des riches et un appauvrissement exponentiel des pauvres. Car pour être rentier cela se fait sur la réduction des salaires et celle de la qualité des services et des biens mis sur le marché.

Vous en faites la démonstration dans Halte au gâchis. En finir avec l'économie-management à l'américaine. J'aimerais vous interpeller sur cette réalité au plan interne, c'est-à-dire l'Algérie. Le privé était victime d'ostracisme, situation qui va changer avec

Chadli et l'ouverture du moins au niveau du discours. A-t-il répondu à ce qui était attendu de lui ou bien, par une sorte de perversion, se retrouve-t-il à profiter de la rente pétrolière ? C'est là une énorme contradiction. On dit au privé allez-y puisque le «socialisme» n'a pas marché on va faire comme les Américains, les Français dans l'idée qu'il va dynamiser l'économie. Mais il y a plusieurs problèmes avec le privé : est-il soumis à un certain nombre de règles soit spontanées

comme aux Etats-Unis, au Canada, en Angleterre soit imposées par des instances étatiques fortes de leur droit comme c'est le cas en Allemagne, en Scandinavie, au Japon ?

Nous ne sommes quant à nous ni dans le premier cas ni dans l'autre. Le privé chez nous ne peut se prévaloir d'aucune tradition spontanée, c'est-à-dire une certaine morale en matière de retenue dans l'enrichissement, le respect des travailleurs, de la nature et du consommateur. Il n'est pas soumis aussi à une régulation imposée où les politiques économiques sont inscrites dans la Constitution comme en Allemagne qu'on appelle la cogestion. Les Japonais et les Scandinaves ont copié ce modèle.

Ainsi le syndicat n'est pas vu comme un ennemi du capital et le client n'est pas une proie à exploiter avec des profits maximum. Le client est un citoyen à satisfaire et à éduquer...

Peut-on imaginer un modèle de réussite en Algérie qui s'inspirerait d'autres modèles qui marchent ailleurs ?

Non, toute activité qui n'est pas soumise à une régulation spontanée ou imposée devient anarchique. J'ai l'impression que pour ce faire vous partez de l'a-priori d'un Etat de droit fort, une morale et un fonctionnement transparent capables d'imposer les règles que vous évoquez. Est-ce le cas chez nous ? Non, absolument pas. C'est pour cela que nous n'avons pas de régulation imposée.

Dans quelle mesure votre thèse peut-elle fonctionner chez nous ?

Tout d'abord une des conséquences de cet entrepreneuriat, privé, anarchique, livré à lui-même, est qu'il devient extraverti, sans limites ou sans scrupules.

Entretien réalisé par  
Brahim Taouchichet

Les entreprises algériennes sont celles qui traitent les moins bien statistiquement leurs employés, l'environnement. 65% d'entre elles payent moins que le SNMG fixé à 18 000 DA, 60% les font travailler 12 heures par jour...

Cela interpelle l'Etat par rapport aux lois promulguées et qui ne sont pas appliquées.

Parce qu'il n'a pas les moyens de les appliquer. On ne sait rien des entreprises qui ne payent pas d'impôts, de l'évasion fiscale. Dans notre cas, pays de la périphérie, du tiers-monde et ex-colonie, le privé, livré à lui-même, devient extraverti et l'argent qu'il fait va systématiquement à l'extérieur du pays pour l'achat de produits semi-finis dont il a besoin parce que les PMI et PME qui font le tampon n'existent pas et pour les dépenses somptuaires, de loisirs, achats de villas à Barcelone, à Paris, à Londres ou dépenser son argent au Ritz, à Nice, etc. L'argent qu'il gagne ne sert pas à la formation d'une main-d'œuvre locale car cela fait des frais. Moins il qualifie plus il fait de profit. Il compte sur l'Etat qui assure la gratuité de l'éducation, les livres... Le privé ne profite donc pas au peuple ni à la nation mais à l'ex-puissance coloniale devenant ainsi un prédateur... Bien sûr mon propos ne concerne pas les personnes.

Mais l'Etat régulateur que vous mettez en avant dans tout ça ?

C'est clair qu'il n'y a pas eu d'Etat. Sous Boumediène il n'y n'avait pas d'institutions. Avec la charte nationale et la Constitution, l'Etat est devenu une sorte de succursale du FLN. Il n'y a jamais eu d'Etat de droit intègre mais plus un équilibre entre clans...

Comment qualifieriez-vous aujourd'hui l'économie algérienne ?

C'est une économie aléatoire qui fonctionne à l'improvisation. Capitaliste ? Non parce qu'elle est basée sur la rente. Ce n'est pas du capitalisme financier en l'absence d'une Bourse active...

Le FMI qui impose des règles strictes dans la gestion d'un pays attribue des bons points à l'état de santé de l'économie algérienne ? Est-ce de la complaisance ?

Le FMI, tout comme la Banque mondiale, est complaisant avec tous les pays du tiers-monde à l'exception de l'OMC qui travaille pour les pays riches. C'est la grande bataille entre les Etats-Unis, le Canada et l'Europe à propos des subventions qu'ils interdisent par le biais de l'OMC, notamment dans l'agriculture. Mais cela n'empêche pas ces mêmes pays de la faire chez eux.

FMI et Banque mondiale ont été créés avec les accords de Bretton Woods en 1944 pour organiser le monde par le commerce et non par la guerre. Le FMI et la Banque mondiale ont été chargés d'éradiquer la pauvreté pour permettre aux pays pauvres d'entrer dans le commerce mondial et donc d'enrichir les pays riches.